

[Text]

nobody can see it, the RCMP probably have more control over who will be in the pool and how the material will be handled.

Mr. Alboim: I was a proponent of pools two years ago. I still agree with them, but the point Don is making is a crucial one. If you are looking at a pool as a way to manage or down-size a situation, or if you are using a pool to give us accountability afterwards in order to cut off live access during a situation, then I think you are proceeding in the wrong way. I think that there has to be an ongoing presence and not simply presence to reconstruct. I would hate to see this become the veil behind which everyone hides.

There are operational circumstances where it may be intolerable. In that case, as Mr. Newman has said, I think a pool is a *sine qua non*.

I do not believe that cameras on rooftops hundreds of feet away endanger people. What endangers people is what they show and what people say. What we are trying to do is develop sensitivity on that balance, as I emphasized before: What is the balance of the public interest versus the right of the police to conduct an operation? I do not think it is a right to shut down public access from a police operation.

You should not be concerned about where we are; you should be concerned about what we are showing and what we are saying. If you can demonstrate that we are willfully endangering people, then you will have to take your responsibilities. I do not believe that we have ever demonstrated willful mischief. I take your point about adversarial relationships. I am as uncomfortable about this discussion as I can be, but there is a reality, Senator MacDonald, and I think the reality is that the power is all in the hands of the police. Very little is in our hands, yet we have to figure out a way to accommodate them so we can do our job.

Every time Senator Kenny got into this area he seemed to lead me towards shutting down live access for reconstructed access, and I am not sure that I would accept that.

Senator Kenny: I was not leading you towards anything.

Mr. Alboim: I said that I felt that.

Senator Kenny: You left the room. My question to the panel was: Describe how a pool could work? There was some sympathy for that idea.

Mr. Alboim: Pools are very simple in this new age of technology.

Senator MacDonald (Halifax): We are not talking about a pool in the sense of covering Grey Cup games with each crew coming in and doing live coverage of the game. I assumed that when you used the word "pool", implicit is the fact that a communications centre has been set up, that every half hour a chief inspector or superintendent makes a statement and is

[Traduction]

royale pour décider. Mais lorsque cela se passe là où personne ne peut rien voir, la Gendarmerie royale a sans doute davantage de choses à dire sur la constitution du groupe et sur l'information qui sera passée.

M. Alboim: J'avais proposé les groupes il y a deux ans. Je leur suis toujours favorable, mais ce que dit Don est essentiel. Si vous considérez le groupe comme un moyen de gérer ou de réduire les médias, ou si vous utilisez le groupe pour rendre compte des choses ultérieurement afin de supprimer l'accès en direct pendant l'incident, je crois que vous faites fausse route. Je crois qu'il doit y avoir une présence permanente et pas simplement une présence pour pouvoir reconstituer les choses. Je ne voudrais pas que cela serve d'alibi à tout le monde pour se protéger.

Il se peut que dans certaines situations, les opérations rendent la chose intolérable. Dans ce cas, comme l'a dit M. Newman, un groupe semble être une condition *sine qua non*.

Je ne pense pas que des caméras situées sur les toits à des centaines de pieds du lieu de l'incident mettent les gens en danger. Le danger vient de ce que l'on montre et de ce que l'on dit. Nous essayons de sensibiliser à cet équilibre, comme je l'ai déjà dit: où est l'équilibre entre l'intérêt du public et le droit de la police de mener une opération? Je ne pense pas que ce soit le droit d'interdire au public l'accès lors d'une intervention de la police.

Ce n'est pas le lieu où nous nous trouvons qui devrait vous préoccuper, mais plutôt ce que nous montrons et ce que nous disons. Si vous pouvez prouver que nous mettons volontairement la vie de personnes en danger, il vous faudra prendre vos responsabilités. Je ne pense pas que nous ayons jamais fait preuve de méchanceté volontaire. J'ai bien noté votre idée des rapports contradictoires. Cette discussion me met très mal à l'aise, mais il y a la réalité, monsieur MacDonald, et je crois que la réalité c'est que le pouvoir est entièrement dans les mains de la police. Nous avons très peu à notre disposition, et il nous faut pourtant trouver le moyen de nous accommoder de la situation pour faire notre travail.

Chaque fois que le sénateur Kenny aborde la question, il semble vouloir me pousser à interdire l'accès en direct au profit de l'accès pour la reconstitution, et je ne suis pas sûr de pouvoir accepter cela.

Le sénateur Kenny: Je n'essayais pas de vous faire pencher dans un sens ou dans un autre.

M. Alboim: J'ai dit que j'avais l'impression.

Le sénateur Kenny: Vous avez quitté la pièce. Ma question à l'ensemble des témoins était: Pouvez-vous nous décrire comment un groupe pourrait fonctionner? Cette idée avait remporté une certaine adhésion.

M. Alboim: Dans notre époque moderne de technologie avancée, il est facile de se grouper.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Nous ne parlons pas de groupe pour assurer le reportage de la coupe Grey où chaque équipe vient pour transmettre en direct les matches. J'avais cru qu'en ayant recours au terme de «groupe», cela sous-entendait l'établissement d'un centre de communication et que toutes les demi-heures un inspecteur en chef ou un surintendant vien-